

### 1.3. Préparation de l'enquête

Après un petit nombre d'entretiens qualitatifs, début 1981, nous avons pu réaliser un premier questionnaire, qui a été testé en septembre 1981 sur 50 enquêtés, puis, après une première modification, testée à nouveau en novembre 1981 dans deux Directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) (2 × 50 enquêtes). Cela a permis la mise en place du questionnaire définitif.

### 1.4. Date et durée de la collecte

Printemps 1981, pendant une durée de quatre mois environ.

### 1.5. Initiateur de la recherche

Daniel Courgeau, Ined.

### 1.6. Univers d'étude

La population présente en France, en 1981, âgée de 45 à 69 ans.

### 1.7. Mode de tirage et taille de l'échantillon

16 500 logements recensés en 1975 ou achevés depuis, situés dans les communes appartenant à l'«échantillon maître» de l'Insee.

Pour l'efficacité du sondage, on a procédé en même temps et à partir du même échantillon, à la collecte de l'enquête «3B» et de l'enquête sur «La vie familiale et professionnelle» (Ined, Centre d'études sur les revenus et les coûts – Cerc). Les deux sous-populations visées par ces enquêtes sont presque complémentaires puisque 10 % des ménages seulement comprennent à la fois un enfant de moins de 16 ans (pour l'enquête Ined-Cerc) et un adulte âgé de 45 à 69 ans pour l'enquête «3B». Au vu de la composition du ménage l'enquêteur passait l'un ou l'autre questionnaire, mais jamais les deux. Les ménages concernés par les deux enquêtes étaient ventilés au hasard entre celles-ci. Lorsque le ménage comportait plusieurs adultes âgés de 45 à 69 ans, l'enquêteur procédait au tirage de l'un d'entre eux, conformément à la méthode Kish<sup>(1)</sup>.

La taille de l'échantillon est donc finalement de 4 602 individus.

### 1.8. Profil des enquêteurs

400 enquêteurs des diverses Directions régionales de l'Insee. Excellent réseau d'enquêteurs professionnels, persévérants pour joindre les individus les

---

<sup>(1)</sup> Il s'agit d'une méthode de tirage aléatoire permettant de passer d'un échantillon représentatif de ménages à un échantillon représentatif de personnes. Voir L. Kish, 1949, A procedure for objective respondent selection within the household, *Journal of the American Statistical Association*, vol. 44, n° 247.

contrat de recherche de 1974-1975), puis au cours des années par le ministère de l'Équipement, la Caisse nationale d'assurance vieillesse, la Caisse nationale d'allocations familiales, le secrétariat d'État au Tourisme, le ministère de la Culture (Mission du patrimoine), le PIR-Villes, la Fondation pour la recherche médicale.

L'accord de la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) était indispensable à l'informatisation de cette étude. Un double accord lie le CNRS et la Cnav à la Cnil, pour l'informatisation des enquêtes et du suivi.

### 1.8. Profil des enquêteurs

La gestion et la collecte des données dans le cadre des différentes enquêtes et les campagnes d'acquisition de documents administratifs ont été menées, pour la plus grande part, par les membres de notre équipe : trois personnes présentes tout au long de ces suivis<sup>(1)</sup>, et divers collaborateurs, notamment des étudiants de maîtrise et de doctorat qui ont travaillé dans l'équipe. Enfin, pour les enquêtes particulières, nous avons bénéficié du concours d'une dizaine de collaborateurs successifs, vacataires intégrés pour un temps à l'équipe.

Quand nous avons fait appel à des membres extérieurs à notre équipe (et encore y travaillaient-ils souvent comme thésards), nous n'avons pas rencontré de difficultés particulières : la petite taille de l'équipe de collecte et la proximité géographique des lieux d'enquête ont favorisé les contacts fréquents et les mises au point.

## I. - LE PREMIER PANEL : LES RETRAITÉS DE 1972

### 1.1.-(I) Nom précis

« Suivi d'une cohorte de nouveaux retraités parisiens du régime général de l'année 1972 : étude biographique d'une cohorte (née 1906-1912) ».

### 1.3.-(I) Gestion de l'enquête

Il s'agit en réalité d'un *corpus de données*. Il comprend d'une part des données obtenues par consultation de *documents administratifs* : dossier de retraite et suivi annuel (survie, adresse), l'un et l'autre communiqués par la Cnav, des données transmises par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) sur l'allocation logement, enfin des actes d'état civil pour les personnes nées en France et/ou citoyens français. On peut y ajouter une enquête auprès des institutions de soins ou d'hébergement : nous nous intéressons aux lieux de séjour de fin de vie de tous ceux qui ont vécu alors ailleurs que chez eux (calendrier, type d'établissement, localisation, durée).

<sup>(1)</sup> Françoise Cribier, Marie-Luce Duffau et Alexandre Kych.

D'autre part, un autre ensemble de documents est constitué par nos *enquêtes*, et nous distinguerons ici nos enquêtes « généralistes » des enquêtes dites « complémentaires », qui portent sur des thèmes particuliers, des populations particulières. L'une de ces enquêtes « complémentaires », originale car conduite après le décès des personnes, est en cours auprès des proches. Qu'il s'agisse des documents administratifs ou des différentes enquêtes, *la collecte s'étale dans le temps*, de 1972 à maintenant, et devrait s'achever avec le décès du dernier des membres du panel.

La gestion du *panel* est distincte de l'exploitation des *enquêtes biographiques*. Il y a en effet dans notre travail un « noyau central de connaissance », que l'on a essayé de connaître pour tous les sujets, et qui est alimenté par tous les moyens : les documents administratifs, les enquêtes générales, les enquêtes particulières, l'état civil. En cas de contradiction, nous avons retenu l'information qui a le plus de chance d'être « la bonne ». Parmi ces données communes, citons par exemple la date d'arrivée à Paris, la date de naissance des conjoints, la catégorie sociale de l'individu et du ménage, le mode de passage à la retraite, l'histoire résidentielle post-retraite... À cela s'opposent des fichiers qui correspondent à l'informatisation d'une *enquête* : ils décrivent l'ensemble des répondants, et non l'ensemble des sujets du panel. On verra plus loin que d'autres types d'enquêtes ont été réalisées, et que des textes-analyses ont été rédigés sur les sujets enquêtés.

#### 1.4.-(I) Date et durée de la collecte

Débutée en 1974, cette collecte dure encore, et on prévoit de la poursuivre, au moins pour ce qui est de la durée de vie et des localisations, et des parcours de fin de vie, jusqu'à l'extinction de la cohorte.

#### 1.6.-(I) Univers d'étude

Il s'agit de la population des retraités de droit direct de l'année 1972 de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (Cnavts) de Paris, ayant terminé leur vie active en Région parisienne : il s'agit d'un échantillon au 1/75<sup>e</sup> de cette cohorte de salariés du secteur privé. La population est très diversifiée socialement, des manœuvres et des femmes de ménage aux directeurs d'entreprise salariés. De plus, près d'un tiers des sujets liquident leur retraite en coordination avec un autre régime primaire, le secteur public ou un régime de non-salariés, car ils ou elles ont été aussi, au cours de leur carrière, installés à leur compte, agriculteurs, salariés de l'État, des collectivités locales, de grands organismes comme Électricité de France (EDF) ou Société nationale des chemins de fer (SNCF). Aussi cet échantillon ne représente-t-il pas seulement les 70 % d'actifs de cette génération qui, d'après le Recensement général de la population de 1962 étaient au début de la cinquantaine salariés du secteur privé dans l'agglomération parisienne, mais environ 85 % d'une cohorte de travailleurs parisiens. Et leurs conjoints sont parfois des retraités non-allocataires de la Cnav.

elles avaient le téléphone à l'enquête précédente, enfin 4 personnes incapables alors de répondre. Même si tous ces sujets étaient en vie et hors institutions, le taux de réponse serait de 89 %. Si les sujets qui n'ont pas pu être joints ne sont pas dans le champ d'enquête, le taux de réponse est de 93,5 %. La réalité est entre les deux, et plus proche du plus élevé<sup>(11)</sup>.

### **3-4.-(I.C) Évaluation de la collecte**

Les enquêtés avaient en moyenne 87 ans, et quelques-uns ont donné des réponses confuses. Mais ces réponses ont souvent été complétées ou corrigées par le conjoint, par un enfant (plusieurs nous ont donné le numéro de téléphone de leurs enfants), voire par une aide-ménagère.

Cependant la qualité des réponses, et notamment les réponses aux questions qualitatives, est dans bien des cas remarquable : beaucoup des personnes qui nous ont répondu savent dire leur expérience du grand âge, la plupart vivent avec courage, beaucoup ont gardé un intérêt pour la vie et une vraie autonomie, même si elles sont dépendantes de ceux qui les aident.

## **II. - LE SECOND PANEL : LES RETRAITÉS DE 1984**

### **1.1.-(II) Nom précis**

« Suivi d'une cohorte de nouveaux retraités parisiens du régime général de l'année 1984 ».

### **1.4.-(II) Date et durée de la collecte**

La collecte a commencé en 1987, la deuxième enquête a eu lieu neuf ans plus tard. On a, à partir de 1987, relevé chaque année les changements d'adresse (et interrogé au téléphone les ménages mobiles) et relevé les décès.

### **1.6.-(II) Univers d'étude**

Il s'agit d'une population passée à la retraite en 1984, à la Caisse de Paris, et la plupart des sujets sont nés entre 1918 et 1924. La Cnav a préparé pour nous, en 1987, un premier fichier de 2071 individus choisis parmi les 90000 nouveaux allocataires de droit direct du ressort de la Caisse de Paris. L'échantillon a été stratifié selon le sexe, le type de pension (normale, portée au minimum, invalidité, inaptitude), le nombre de trimestres de cotisations, enfin le lieu de résidence en 1986 (Ile-de-France, province, hors métropole).

---

<sup>(11)</sup> Plusieurs des personnes vivantes mais non jointes sont mortes dans les mois qui ont suivi ; nous avons appris par le certificat de décès qu'elles résidaient en institution, puis par l'institution qu'elles y étaient déjà au moment de l'enquête.

- septembre 1985 : deuxième enquête pilote réalisée auprès d'une centaine de personnes par des enquêteurs de l'Insee ;
- octobre-novembre 1985 : élaboration définitive de l'enquête ;
- janvier 1986 : formation des enquêteurs.

#### 1.4. Date et durée de la collecte

La collecte a commencé en janvier 1986 et s'est terminée en mars. Une deuxième vague a eu lieu en avril-mai 1986.

#### 1.5. Initiateurs de la recherche

- l'Ined, département Méthodes et prévisions,
- la Direction régionale de l'équipement d'Île-de-France,
- la Caisse nationale d'allocations familiales dans le cadre d'un appel d'offre intitulé « Logement, habitat et conditions de vie des familles » lancé en 1985,
- le ministère du Logement, Direction de la construction et Plan construction.

#### 1.6. Univers d'étude

##### • *Le champ géographique de l'enquête*

Avant de réaliser l'enquête, un problème se posait. Fallait-il prendre Paris et les trois départements limitrophes, l'agglomération parisienne ou la région Île-de-France ? Quel espace rendait mieux compte de la réalité urbaine et parisienne ? La solution est venue de l'Iaurif (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France) qui avait élaboré une nouvelle typologie de la région Île-de-France. Cette dernière distingue, à l'intérieur de la région, les zones d'influence urbaine et celles qui ne le sont pas. Nous avons donc écarté les communes rurales (hors villes nouvelles) et les villes petites et moyennes « moins bien desservies » et trop éloignées de Paris. Les zones retenues sont celles de l'agglomération (Paris, banlieue intérieure, banlieue extérieure et franges de l'agglomération) auxquelles nous avons rajouté les villes petites et moyennes bien desservies correspondant aux axes et vallées et l'ensemble des villes nouvelles.

##### • *Le choix des générations*

Plusieurs raisons nous ont amenée à privilégier les générations nées entre 1926 et 1935. D'une part, il fallait que ces personnes soient suffisamment avancées dans leur cycle de vie familial pour avoir une histoire résidentielle significative. D'autre part, ces générations sont particulièrement intéressantes à suivre parce que, jeunes ménages après guerre, elles ont subi de plein fouet la crise du logement et ont connu progressivement les améliorations des conditions de logement. Pour toutes ces raisons, leurs histoires résidentielles

l'Institut national d'études démographiques – Ined; aux Pays-Bas, le Nidi; en Allemagne, le Bib, l'Emind, l'Institut GmbH; en Italie, l'Université de Pise).

#### **1.4. Date et durée de la collecte**

En juin 1988. La collecte de l'enquête rétrospective polonaise a duré un mois.

#### **1.5. Initiateurs de la recherche**

Les principaux instituts impliqués étaient :

- l'Institut de statistique et de démographie;
- l'École d'économie de Varsovie – SGH (l'ancienne Central School of Planning and Statistics);
- l'Office central de statistique.

L'équipe de chercheurs se composait de Jerzy Z. Holzer et Ewa Fratzczak, de l'Institut de statistique et de démographie et de l'École d'économie de Varsovie ainsi que de Jan Kordos et Wiesaw de l'Office central de statistique.

#### **1.6. Univers d'étude**

La population polonaise âgée de 45 ans et plus au moment de l'enquête.

#### **1.7. Mode de tirage et taille de l'échantillon**

L'enquête rétrospective polonaise de 1988 « Histoire de vie familiale, professionnelle et migratoire » a été réalisée à partir d'un échantillon tiré de l'enquête « budgets des ménages » au deuxième trimestre de 1988, faite par l'Office central de statistique.

La sélection de l'échantillon a fait l'objet d'un tirage aléatoire à deux degrés. Les Centres régionaux de sondage (Regional Survey Centre – RSC) constituèrent les unités primaires tirées au sort. 98 strates ont été distinguées avant de tirer au sort parmi 49 « voivodies » divisées en villes et villages. Les RSC ont été tirés systématiquement au sort à l'intérieur des différentes strates avec des probabilités de sélection proportionnelles au nombre d'habitants (modèle de Madow, aussi appelé modèle de Goodman-Kish ou de Hartley-Rao).

Un tirage sans remise en deux étapes a été appliqué dans un deuxième temps, afin d'identifier les ménages qui seraient choisis pour l'enquête, avec des probabilités égales d'être sélectionnés. L'échantillon utilisé pendant l'enquête n'était par conséquent pas élémentaire.

L'enquête ne retenait que les personnes âgées de 45 ans et plus, l'hypothèse sous-jacente supposant que pour cette tranche d'âges (45 ans et plus), la majorité des parcours avaient été achevés ou étaient sur le point de l'être. De plus, parmi les personnes interrogées, âgées de 45 ans et plus, on pouvait distinguer deux sous-populations : les personnes âgées de 45 à 59 ans et celles de 60 ans et plus. Aussi espérait-on que l'enquête permettrait de combler d'importantes

façon collégiale et répond en fait à l'ensemble des exigences exprimées par ses membres. Elle est la résultante de la médiation entre les intérêts de ses divers membres, en termes de localisation. Et, de là, le choix – qui était alors innovateur – de considérer l'ensemble du ménage comme unité statistique, et non l'individu seul.

Un objectif ultérieur de la recherche est de valoriser l'importance des déménagements à courte distance, c'est-à-dire ceux qui se déroulent à l'intérieur des limites de la commune et que les statistiques officielles ne prennent pas en compte.

Pour les ménages constitués à partir de 1950, il est dès lors possible de reconstruire le cycle de vie et l'histoire migratoire jusqu'au moment de l'observation. Le choix de commencer leur histoire en 1950 provient des considérations suivantes : en premier lieu, nous nous sommes défiés de la mémoire des personnes interrogées à propos d'événements survenus dans un passé lointain. De plus, nous ne voulions pas alourdir le questionnaire et provoquer un phénomène de lassitude chez les personnes interrogées. Nous voulions aussi éviter que le questionnaire traite des événements qui se sont déroulés dans des périodes troublées, comme celles de la guerre et de l'immédiat après-guerre.

### 1.3. Préparation de l'enquête

Si la phase préparatoire fut laborieuse, elle ne dura pas longtemps. L'idée d'une recherche sur la mobilité, au moyen d'une enquête par échantillon, est née au printemps 1983. L'objet spécifique de cette recherche portait sur le parcours des ménages en matière de logement. Dès l'été suivant, une première ébauche du questionnaire était rédigée. Simultanément, une subdivision de la région en zones typologiques était effectuée à l'aide d'une *cluster analysis* afin de concentrer territorialement l'échantillon tout en respectant sa représentativité.

### 1.4. Date et durée de la collecte

L'enquête s'est faite en trois phases qui se sont toutes déroulées au cours du mois de mars des années 1985, 1986 et 1987 (tableau 1).

TABLEAU 1. – IMPORTANCE DE L'ÉCHANTILLON

| Année d'enquête         | Taille de l'échantillon |
|-------------------------|-------------------------|
| 1985                    | 287                     |
| 1986                    | 780                     |
| 1987                    | 935                     |
| Ensemble de la collecte | 2 002                   |

### 1.5. Initiateurs de la recherche

La recherche est née d'une idée d'exercices pratiques destinés au cours de statistique que je donne à la faculté d'économie de l'Université de Pise et

Le questionnaire a été testé en janvier 1992. Précisons qu'il s'agit d'un test sur 10 sujets (5 de la génération née en 1931 et 5 de la génération née en 1951), portant uniquement sur le questionnaire et non pas d'une enquête pilote qui aurait requis des moyens plus importants. Ce test m'a permis de repérer les erreurs du questionnaire (mauvaise rédaction, mauvais guidage), et m'a incitée à simplifier l'information demandée.

#### **1.4. Date et durée de la collecte**

La collecte a duré deux mois : juin et juillet 1992.

#### **1.5. Initiateurs de la recherche**

Ana Rodica Staiculescu Brezeanu, dans le cadre d'une thèse de doctorat en démographie à l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, comme boursière du Gouvernement français et stagiaire à l'Ined.

Les institutions impliquées sont :

- l'Ined à Paris ;
- l'Institut de sociologie de l'Académie roumaine ;
- la Fondation culturelle «George Soros» qui a financé la collecte.

#### **1.6. Univers d'étude**

##### **• Le choix des générations**

Comme il a été dit plus haut, nous avons privilégié les générations nées en 1931 et en 1951, le critère d'appartenance à la population de l'enquête «3B.R» étant l'année de naissance.

##### **• Le champ géographique de l'enquête**

La zone retenue pour l'enquête couvrant le pays entier, nous avons choisi une population (15 individus de la génération 1931 et 15 individus de la génération 1951) qui résidait, à chaque fois, dans la ville capitale de chacune des 46 unités territoriales (ou départements) de la Roumanie au moment de l'enquête.

Il s'agit là d'une forte contrainte, mais nous avons dû l'accepter, compte tenu des frais de déplacement à l'intérieur de chaque département. En outre, le poids de l'exode rural en Roumanie, pendant la période considérée comme la plus «mobile» pour ces générations, nous a conduite à formuler l'hypothèse selon laquelle au moins un tiers de la population enquêtée serait née en milieu rural et qu'à suivre sa trajectoire, on retrouverait l'histoire de l'urbanisation et de l'industrialisation en Roumanie.

De plus, s'ajoute au dépeuplement rural, un modèle socio-culturel assez répandu jusqu'aux changements de décembre 1989 qui se traduit par l'émigration des agriculteurs âgés en direction des grandes villes, le plus souvent chez leurs enfants. Là, ils peuvent aider ces derniers à élever leurs petits-enfants et, en contrepartie, les jeunes adultes contribuent à la «survie» de leurs parents



*L'accès au travail* joue un rôle clef dans les processus d'insertion. Il s'agit, tant pour l'emploi salarié que pour l'emploi non salarié, d'étudier l'entrée dans la vie active et par la suite la mobilité professionnelle. Depuis quelques années, les politiques d'ajustement structurel ont entraîné une diminution des possibilités d'embauche, mais s'opère-t-il pour autant des processus de reconversion d'un secteur vers un autre ?

L'étude de *l'accès au logement* permet de déterminer, d'une part, si les processus diffèrent pour les immigrants et les natifs et, d'autre part, de voir dans quelle mesure les stratégies migratoires sont également des stratégies résidentielles dakaroises. Une attention particulière est portée aux questions d'hébergement et aux modalités d'accès au premier logement.

*La constitution et la composition des ménages* constituent un bon révélateur du processus d'insertion. Les modalités de constitution du ménage, le choix de l'épouse ou d'une épouse supplémentaire, l'âge au mariage sont autant d'indicateurs du mode d'insertion sociale.

### 1.3. Préparation de l'enquête

La préparation de l'enquête s'est faite suivant le calendrier suivant :

- mars-mai 1989 – préparation du projet par l'équipe Ifan-Orstom ;
- juin-août 1989 – cartographie et tirage de l'échantillon, à l'aide des travaux cartographiques de la Direction de la statistique, établis lors du recensement de 1988 ;
- mai-juin 1989 – enquête pilote sur un échantillon de 50 individus environ (pour tester le questionnaire biographique) ;
- juin-août 1989 – élaboration de l'enquête définitive ;
- septembre 1989 – formation des enquêteurs.

### 1.4. Date et durée de la collecte

- octobre 1989 – enquête ménage (douze jours) sur l'ensemble de l'agglomération dakaroise ;
- octobre-décembre 1989 – enquête biographique (deux mois) sur l'ensemble de l'agglomération dakaroise.

### 1.5. Initiateurs de la recherche

Équipe de recherche Ifan-Orstom en réponse à un appel d'offre du ministère français de la Recherche sur le thème des mobilités urbaines.

Financements :

- ministère français de la Recherche, Orstom (terrain et analyse) ;
- Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (Aupelf-Uref) (séminaires de formation) ;
- Ceped, Orstom et Ifan (valorisation).

#### 1.4. Date et durée de la collecte

L'enquête sur le terrain a duré du 17 février au 24 avril 1992 (un peu plus de deux mois).

#### 1.5. Initiateurs de la recherche

Les initiateurs du projet sont le Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (Cerpod) de l'Institut du Sahel et le Département de démographie de l'Université de Montréal dans le cadre du Programme population et développement au Sahel (PPDS). Il importe de souligner que l'équipe Cerpod/Université de Montréal a travaillé en étroite collaboration avec celle de l'Ifan/Orstom qui a réalisé une enquête semblable à Dakar. L'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) a financé l'opération. Une équipe du Groupe inter-universitaire de Montréal-villes et développement a également apporté son concours pour les sections concernant l'habitat.

#### 1.6. Univers d'étude

L'unité géographique retenue est celle du District de Bamako qui comptait une population d'environ 750 000 habitants répartis dans six communes.

#### 1.7. Mode de tirage et taille de l'échantillon

L'enquête IMMUS a permis d'utiliser trois types de questionnaire : un questionnaire ménage, un questionnaire biographique et un questionnaire santé. Dans un premier temps, on a tiré 70 secteurs d'énumération, c'est-à-dire districts de recensement, sur les 564 secteurs de la base de sondage du recensement de 1987 pour le District de Bamako. La cartographie de ces 70 secteurs nous a permis de mettre à jour l'inventaire des concessions. Un programme de tirage aléatoire nous a permis ensuite de tirer au hasard en moyenne 20 concessions par secteur. On a administré le questionnaire ménage à tous les ménages de chaque concession tirée. Dans un deuxième temps, le tirage des individus éligibles pour le questionnaire biographique s'est fait au sein de ces ménages. L'identification de ces personnes s'est faite dans les locaux du Cerpod, en administrant un programme de tirage aléatoire, sur une base de données contenant une série d'informations sur chacun des individus recensés dans un secteur et qui étaient déclarés résidents présents et âgés de 25 à 54 ans. Pour respecter notre objectif quant à la taille de l'échantillon désiré (2 400 biographies réparties entre 3 générations de 800 personnes chacune), il a été tiré un peu plus de 1 000 individus dans chacun des trois groupes de générations (25-34 ans ; 35-44 ans ; 45-54 ans). Les résidents absents et les visiteurs sont exclus de l'échantillon. Au total, notre enquête a permis de recueillir des informations auprès de 2 320 ménages (soit 21 323 personnes) et nous avons obtenu les biographies complètes de 2 141 personnes, soit 580 du groupe de générations 1937-1946, 703 du groupe de générations 1947-1956, 772 du

#### 1.4. Date et durée de la collecte

L'enquête sur le terrain a duré du 18 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1996 – soit deux semaines – et a été précédée d'une campagne de sensibilisation auprès des autorités administratives de la ville de Yaoundé (préfets, sous-préfets, chefs de quartiers et chefs de blocs). Cette campagne avait pour but d'informer les autorités de l'existence de l'enquête et son passage éventuel dans leur circonscription administrative. Chacune des 28 grappes tirées a été attribuée à une équipe composée de deux enquêteurs et d'un étudiant de l'Iford remplissant les fonctions de contrôleur. En moyenne 3,2 enquêtes ont été effectuées par jour et par enquêteur.

#### 1.5. Initiateurs de la recherche

La présente enquête s'inscrivait dans le cadre du réseau de Recherche sur l'insertion urbaine dans des villes francophones d'Afrique subsaharienne (Rivass), lancé à Bamako en octobre 1993 par le Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement (Cepod), le Ceped et l'Université de Montréal. L'équipe de recherche était composée de Aka Kouamé (Iford), Philippe Antoine (Ceped), Eric Beining (Volontaire du service national – VSN – à l'Iford), Ngoy Kishimba et de Mathias Kuépié (Iford) assistés de l'ensemble des étudiants de l'Iford, promotion 95-97.

S'agissant des bailleurs de fonds, ils sont au nombre de quatre : Programme Campus de la Coopération française, Iford (United Nations Population Fund – Fnuap), Ceped et l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (Aupelf-Uref).

Quant aux institutions impliquées dans la réalisation de cette recherche, il s'agit essentiellement de l'Iford et du Ceped.

#### 1.6. Univers d'étude

##### • Définition géographique

La zone géographique retenue est la ville de Yaoundé, composée de ses six arrondissements et telle que délimitée lors du recensement général de 1987 (les nouvelles zones périphériques au-delà de ce périmètre ne sont pas prises en considération) et dont la population est estimée à un million au moment de l'enquête selon le ministère du Plan et de l'aménagement du territoire. Le choix du milieu urbain a été dicté par les raisons suivantes :

- La crise, qui touche davantage le secteur moderne et l'administration publique, se fait sentir plus durement en ville qu'en campagne où, tout compte fait, le coût de la vie est plus bas et les besoins incompressibles plus faciles à satisfaire.

- Les citadins sont moins conservateurs et sont plus susceptibles d'ajuster leurs attitudes et leurs comportements sociodémographiques au nouveau contexte socio-économique.

À partir d'avril 1993 se sont succédé les opérations suivantes :

- définition de la méthode d'enquête : entre avril et juin 1993 (3 mois);
- conception du questionnaire : entre avril et juin 1993 (3 mois);
- traitement et analyse des images satellite pour la sélection de l'échantillon (cf. 1.7 sur le mode de sélection et la taille de l'échantillon) : de fin juin à fin août 1993 (2 mois);
- sélection de l'échantillon : 3 premières semaines de septembre 1993;
- formation des superviseurs et enquêteurs : 2 premières semaines de septembre 1993.

• *Enquêtes pilotes*

Deux enquêtes pilotes ont été réalisées, afin de tester deux versions successives du questionnaire :

- la première, en avril 1993 par des étudiants en maîtrise d'économie, auprès de 70 ménages sélectionnés dans deux quartiers de Bogota, l'un habité par des classes moyennes, l'autre par des classes aisées;
- la seconde, en juin 1993 par 3 enquêtrices professionnelles ayant une grande expérience dans la réalisation d'enquêtes à Bogota, auprès de 20 ménages de différents quartiers de Bogota, de niveau socio-économique « bas », « moyen » et « élevé ».

• *Entretiens qualitatifs*

Aucun entretien qualitatif n'a été réalisé avant l'enquête démosatistique.

**1.4. Date et durée de la collecte<sup>(2)</sup>**

Un mois, du 15 septembre au 15 octobre 1993, soit 26 jours effectifs de travail incluant, d'une part, le comptage des logements au sein des îlots sélectionnés (unités primaires de l'échantillon), d'autre part, l'application du questionnaire. Soit une moyenne de 0,8 comptage de logements et 3,9 enquêtes par jour et par enquêteur.

**1.5. Initiateurs de la recherche<sup>(3)</sup>**

Cette enquête s'inscrivait dans le Programme de recherche « Les nouvelles formes de mobilité des populations de Bogota et leur impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine », mené par une équipe Orstom/Cede, dans

---

<sup>(2)</sup> Dans les villes du Casanare, la collecte a été réalisée du 8 août au 22 septembre, et du 6 au 28 octobre 1996, soit 58 jours effectifs de travail incluant le comptage de ménages et l'application du questionnaire.

<sup>(3)</sup> L'enquête dans les villes du Casanare, menée dans le cadre d'une seconde convention Orstom/Cede, a été financée par deux institutions colombiennes : COLCIENCIAS (*Programa Nacional de Ciencias Sociales y Humanas*) et Ministerio del Medio Ambiente (*Dirección General de Población y Asentamientos Humanos*).

#### 1.4. Date et durée de la collecte

- Enquête démostatistique principale dans 6 zones de l'aire métropolitaine de Delhi : collecte du 14 février au 29 avril 1995, correspondant à 57 jours de travail effectif, soit une moyenne de 2,6 enquêtes par jour et par enquêteur (temps d'édition et de vérification des questionnaires compris).
- Deuxième passage de l'enquête statistique à Noida : du 20 août 1997 à fin novembre 1997.

#### 1.5. Initiateurs de la recherche

Ces enquêtes s'inscrivent dans le programme de recherche sur « Les mobilités spatiales des populations de Delhi (Inde). Marché du travail, modes de résidence complexes et impact sur le fonctionnement de la ville », dirigé par Véronique Dupont, dans le cadre d'une collaboration entre l'Orstom, le Centre de sciences humaines de Delhi (CSH) et l'Institute of Economic Growth (IEG).

- *Institution pilote* : Orstom, Département : « Conditions de vie et développement », Unité de Recherche « La question urbaine dans les politiques de développement ».

- *Institutions partenaires* :

- Centre de sciences humaines de Delhi (ministère des Affaires étrangères) ;
- Institute of Economic Growth (Delhi), Population Research Centre.

La mise en œuvre d'un deuxième passage de l'enquête statistique à Noida, dans le cadre de la préparation d'une thèse de doctorat en démographie par Jay Prakash, a fait intervenir une troisième institution : Jawaharlal Nehru University (New Delhi), Centre for the Study of Regional Development.

- *Autres financeurs* :

- CNRS/PIR-Villes : programme de recherche comparatif : « Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Étude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi » (responsables scientifiques : Véronique Dupont et Françoise Dureau) ;
- action concertée Orstom/CNRS : projet collectif pluridisciplinaire sur « Dynamiques sociales et structuration spatiale dans une mégapole indienne. Le cas de Delhi » (responsables scientifiques : Véronique Dupont et Denis Vidal).

#### 1.6. Univers de l'étude

- *Définition géographique*

*L'aire métropolitaine de Delhi* : les phénomènes de suburbanisation et de développement de villes satellites autour de Delhi rendent nécessaire la prise en compte d'un cadre spatial élargi au-delà des limites administratives

L'enquête pilote a été réalisée du 16 septembre au 14 octobre 1996. Elle porte sur un échantillon de 214 biographies.

*Toutes les informations qui suivent concernent l'enquête pilote, puisque l'enquête principale n'a pas encore été réalisée. La nouvelle enquête intitulée « Encuesta Demográfica Retrospectiva » (« EDER ») a été effectuée à l'automne 1998, au niveau national, par l'équipe de chercheurs conjointement avec l'Institut de la statistique mexicain (Inegi), à l'aide d'un nouveau questionnaire modifié et grâce à l'expérience acquise lors de l'enquête pilote.*

#### **1.4. Date et durée de la collecte**

La collecte a duré 4 semaines, du 16 septembre au 14 octobre 1996, soit une de plus que ce qui avait été prévu initialement.

#### **1.5. Initiateurs de la recherche**

L'enquête fait partie d'un projet de recherche sur la démographie de la Frontière Nord du Mexique qui associe le Centre de recherche et de documentation de l'Amérique latine (Credal/CNRS), El Colegio de la Frontera Norte (Tijuana), la Universidad Autónoma de Baja California et le Centre de recherches populations et sociétés de l'Université de Paris X-Nanterre.

Les principaux chercheurs sont Maria Eugenia Cosío-Zavala (Credal/Paris X), Gabriel Estrella (UABC), René Zenteno et Marie-Laure Coubès (Colef).

Depuis 1992, un projet de recherche franco-mexicain « Changements démographiques à la frontière Mexique-États-Unis : Familles et marché du travail », dirigé par María-Eugenia Cosío-Zavala (Credal) et René Zenteno (El Colegio de la Frontera Norte), a été développé dans le cadre d'une coopération franco-mexicaine CNRS/Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología (Conacyt). Dans le cadre de ce projet, deux thèses de doctorat en démographie ont été réalisées (Carole Brugeilles et Marie-Laure Coubès, El Colegio de la Frontera Norte), et depuis 1996, une nouvelle thèse est en cours d'élaboration (Pascal Sébille au Cemca, Centre d'études mexicaines et centraméricaines du ministère des Affaires étrangères).

Les institutions qui ont financé l'enquête sont : El Colegio de la Frontera Norte, l'Université de Basse Californie, l'Université de Paris X-Nanterre, le Centre français sur la population et le développement (Ceped) et le Credal.

#### **1.6. Univers d'étude**

Population résidente de Tijuana, Basse Californie ; c'est la ville la plus dynamique de la frontière qui comptait 166 000 habitants, il y a trente-sept ans, plus de 1 000 000 aujourd'hui, avec un taux annuel d'accroissement démographique d'environ 5 %.